

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013



*Notre mission : Conscientiser citoyens et décideurs
sur les situations de conflit et les encourager
à être acteurs de paix et de justice ici et ailleurs*

sommaire

Pour une économie au service de la société !	4
Et si l'économie nous parlait du bonheur	6
Notre avis les intéresse	7
Une présence accrue dans les médias	8
Avec les citoyens !	9
Ressources Naturelles	
Nos partenaires et nos missions de terrain	10

En projet avec les Commissions Justice et Paix régionales	14
Volet pédagogique	16
Rapport financier	18
Les dons	19
Remercier, c'est rendre grâce	20

C hère lectrice, cher lecteur,

Que vous soyez membre de Justice et Paix, lecteur assidu de nos publications, participant à nos multiples activités, que vous ayez des responsabilités aux niveaux politique, économique, associatif ou dans le domaine de l'enseignement, que vous soyez un citoyen engagé ou un bailleur de fonds... ce rapport d'activités vous est destiné.

D'abord parce que nous voulons vous remercier pour votre présence à nos côtés tout au long de l'année 2013. Elle fut riche en rencontres, en Belgique et dans les pays du Sud avec lesquels nous travaillons. Merci pour le bon accueil que vous faites à nos messages et pour l'appui donné à notre association.

Ensuite, parce qu'une année qui s'achève est l'occasion de faire le point, de revenir sur les mois écoulés et de partager avec vous quelques expériences de travail. Car, bien sûr, ce rapport n'est qu'une image partielle de nos réalisations. Nous avons choisi de revenir sur quelques activités qui nous ont semblé inspirantes et sources de dynamisme.

Au lendemain de la crise économique qui a éclaté en 2008, nous avons besoin d'initiatives citoyennes collectives qui démontrent qu'une autre économie est possible. Une économie qui met les différents acteurs de notre société en présence ; une économie qui permet un dialogue autour d'autres modèles de développement, des modèles bien sûr crédibles et réalistes mais aussi ambitieux et soucieux du bonheur des êtres humains.

Une année qui s'achève, c'est aussi l'occasion de prendre une inspiration pour le futur. Les défis sont grands en cette année électorale. L'occasion d'interpeller nos nouveaux décideurs politiques belges et européens sur les enjeux de paix et de démocratie en Belgique et dans le monde. L'occasion, pour nous, de continuer à être porte-voix des revendications citoyennes.

Pour une économie au service de la société !

Quelle maîtrise des activités commerciales et financières mondiales ?

La crise financière de 2008 a viré à la crise économique et sociale. Dans l'ensemble de la zone euro, nous avons assisté à un effet de domino qui a vu la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie être touchés tour à tour...

Aujourd'hui, on nous dit que la crise est « dépassée ». L'est-elle vraiment pour ceux qui ont perdu leur emploi et qui peinent à en retrouver ? Et pour ceux qui ont du mal à payer leur loyer à chaque fin du mois ?

Et puis... les citoyens n'ont-ils pas le droit de se demander ce qu'il en sera « la prochaine fois » ? Car on nous parle de crise de façon permanente depuis bientôt 40 ans. Cet enlissement révèle un inquiétant paradoxe : l'expérience devrait rendre les responsables financiers et politiques de plus en plus habiles à la manœuvre. Au lieu de cela, nous constatons que les coûts sociaux sont chaque fois plus élevés.

Comment en est-on arrivé là ? À quelles conclusions éthiques peut-on aboutir ? Quels sont les rôles et les responsabilités des différents acteurs en présence : politiques, économiques, financiers ?

Quelles pistes de réflexion et d'action peut-on entreprendre afin que les citoyens puissent se réapproprier ce débat ?

Étude publiée par le groupe de travail « Éthique dans l'Économie et la Politique »



La crise économique de 2008 a profondément affecté la situation des moins lotis et le vivre-ensemble de nos sociétés. Les chrétiens, comme tous les citoyens responsables, sont amenés à analyser la situation, à relever les causes de ces dysfonctionnements, à rechercher les orientations à prendre pour y remédier effectivement

GTéthicipol et CJP Europe

Au départ de la réflexion menée par le *groupe de travail éthicipol de Justice et Paix*, l'interpellation du Conseil pontifical Justice et Paix qui, en 2011, a pris position pour une réforme des systèmes économique et financier internationaux. À sa suite, nous avons entrepris d'étudier les interfaces entre l'éthique et les aspects premièrement économiques et sociaux de la mondialisation, ainsi que des politiques menées pour affronter ses crises récurrentes.

Notre objectif ? Identifier une série de questions dont techniciens et politiques doivent affronter les enjeux si nous voulons qu'un jour, l'activité des humains serve le bien commun. Car en effet, la publication de l'étude « Quelle maîtrise des activités commerciales et financières mondiales ? » n'est pas seulement l'aboutissement d'un travail de réflexion, il est aussi le point de départ d'un débat politique : tout au long de l'année 2013, nous avons soumis notre

questionnement à des experts des mondes économique, politique, associatif et académique¹ pour confronter nos visions qui sont parfois proches, parfois différentes mais en tout cas toujours complémentaires !

Un enjeu européen

Notre appartenance au *réseau européen des Commissions Justice et Paix* a également été l'occasion d'y amener un débat sur ces enjeux et d'impulser une initiative commune aux 31 *Commissions Justice et Paix* d'Europe. La prise de position « Une vision à long terme qui met l'économie au service de la société »² a été l'occasion d'interpeller décideurs et citoyens à la veille des élections du Parlement européen de mai 2014.

-
1. Olivier Marquet (directeur de la Banque Triodos Belgique) ; Pierre Defraigne (ancien chef Cabinet de Pascal Lamy, Commissaire européen pour les questions commerciales) ; Philippe Lamberts, (député européen) ; Philippe Maystadt (ancien Président de la Banque européenne d'Investissement) ; Aline Fares de (ONG Finance Watch) ; Arnaud Zacharie (Secrétaire général du CNCD) ; Paul Reding (professeur en sciences économiques à l'Université de Namur)
 2. La prise de position européenne est disponible sur <http://www.justicepaix.be/?article661>

Et si l'économie nous parlait du bonheur

Des indicateurs de prospérité citoyens

Qu'est-ce que le bonheur ? Comment le mesurer et en tenir compte dans les politiques publiques ? Quels en sont les enjeux et les conséquences dans notre vie quotidienne ?

Serons-nous acteurs de cette réflexion et de ces choix ?

Au départ et autour de ces questions, *Justice et Paix* a publié un livre qui analyse et met en perspective le débat sur les indicateurs de bien-être. Il présente six indicateurs complémentaires au PIB (Produit intérieur brut) et réfléchit sur le rôle du citoyen et du politique dans leur construction comme boussoles pour nos sociétés.

Ce sujet est d'une grande actualité, tant au niveau belge qu'international, et nous estimons qu'il y a donc une vraie nécessité à clarifier ces enjeux aux yeux des citoyens, pour se faire une opinion et agir.

Les prises de parole publiques autour de cet ouvrage ont été variées. Plusieurs librairies

(à Bruxelles et à Liège) en ont proposé une présentation et des émissions ont été diffusées sur les différentes radios de la Première, sur Bel RTL, Radio Campus et RCF. La presse généraliste (Le Soir et La Libre) et certaines revues spécialisées ont relayé notre analyse du sujet ou, simplement, publié l'annonce de la sortie du livre. Tout ceci a permis de - et continue à - alimenter le débat sur le sujet... Aux indicateurs, citoyens !



Notre avis les intéresse

La coopération contribue-t-elle au développement dans le Sud ?

C'est une vaste question soulevée par l'ONG Solidarité Mondiale à l'occasion de sa journée d'étude du 7 juin 2013. À l'origine de cette rencontre réunissant acteurs militants et salariés des mondes associatif et syndical, une volonté : celle de mettre le « développement en question » et d'ainsi ouvrir le débat sur le travail associatif (en Belgique et dans les pays du Sud).

Invitée à donner son point de vue sur la question à partir du contexte spécifique de la RD.Congo, la *Commission Justice et Paix* a partagé sa vision concernant la place du plaidoyer dans un contexte d'État faible.

L'occasion de mettre en avant le travail effectué par nos partenaires locaux, comme la *Commission Justice et Paix* de RD.Congo, mais aussi de signaler le contexte difficile dans lequel ils travaillent, la situation d'urgence continue avec le conflit dans l'Est du pays et le déficit démocratique local rendant difficile, voire impossible, le dialogue avec l'État.

Néanmoins, des pistes d'action existent et celles-ci ont été largement partagées parmi les participants. L'occasion pour nous de rappeler quelques balises essentielles à un développement « juste, inclusif et durable » : la participa-

tion active des publics et des partenaires et la priorité à l'action collective.

Participation au 1^{er} Congrès interdisciplinaire sur le développement durable

Les 31 janvier et 1^{er} février a eu lieu, à Namur, le premier Congrès Interdisciplinaire sur le développement durable. Une initiative fortement porteuse de sens à une époque où l'extrême spécialisation des disciplines crée plus de murs que de ponts et ne permet plus aux innombrables « spécialistes » ou « experts » d'aisément dialoguer en vue d'un objectif qui devrait être le bien commun. Ce formidable lieu d'ouverture académique fournissait en outre l'occasion à de nombreux acteurs de la société civile, dont *Justice et Paix*, d'apporter leur vision de terrain mais aussi de prendre la température d'une initiative inspirante qui pourrait bien s'étendre à l'avenir. *Justice et Paix*, en tant que discutant de l'atelier sur les biens communs, a notamment insisté sur l'importance de prendre en compte les impacts sociaux, environnementaux et économiques sur les pays du Sud de nos choix concernant la gestion des ressources naturelles.

Décloisonner, relier des sphères professionnelles qui évoluent trop souvent en parallèle et ce, dans le but d'élaborer des solutions innovatrices aux problèmes actuels de notre planète, tels étaient les objectifs de ce Congrès... Un exemple à suivre !

Une présence accrue dans les médias

Au fil des années, *Justice et Paix* gagne en crédibilité auprès des médias belges et européens de par la qualité du travail accompli et des contenus développés. En témoigne encore une fois cette année 2013 qui a vu des médias généralistes comme *La Première*, *La Libre Belgique*, *Le Soir*, *Imagine Demain le Monde*, *La Revue Nouvelle* ou encore... la Télévision Suisse Allemande *SRF* relayer nos positions et regards sur l'actualité.

Des médias spécialisés et associatifs ont également diffusé nos propos, tels *Symbioses*, *Monde Qui Bouge*, *Entrées Libres* et *Valériane*.

Retrouvez l'ensemble de ces publications sur <http://www.justicepaix.be/?article270>

***Justice et Paix* dispose également de ses propres médias !**

Le *Pour Parler de Paix* est la revue trimestrielle d'analyse des conflits et des enjeux internationaux diffusée à 2500 exemplaires. En 2013, elle a proposé des dossiers aussi variés que « le développement durable comme instrument de paix », « les stratégies militaires et l'usage de la force », « Quand le Sud change le monde » et « Quel modèle économique voulons-nous ? ». Textes d'analyses,

En 2013, *Justice et Paix* a produit et animé 4 émissions sur les ondes de la *Radio Chrétienne Francophone (RCF)*. En 2013, les émissions « En Aparté » se sont penchées sur l'apprentissage des relations Nord-Sud à l'école, la lutte contre la précarité en Wallonie, la problématique des minerais des conflits en Colombie et enfin le boom minier à l'échelle mondiale qui pousse les grandes puissances à « extraire à tout prix ».

Ce partenariat a été renouvelé pour l'année 2014, ce qui montre la confiance que *RCF* continue à nous accorder !

www.rcf.be

portraits et opinions de qualité enrichissent la publication, qui fonctionne grâce à des permanents et des bénévoles de notre organisation.

Par ailleurs, *Justice et Paix* dispose d'outils électroniques, comme sa Newsletter mensuelle, *Le Courrier de la Rue Liétart* (Newsletter destinée aux membres, bénévoles et collaborateurs proches) ainsi que son site internet, véritable

mine d'informations sur la problématique des conflits dans le Sud mais également sur des questions sociales en Belgique.

Enfin, la page *Facebook* et le compte *Twitter* nous permettent de communiquer au quotidien avec vous, en offrant notre point de vue sur l'actualité et en sélectionnant des productions médiatiques (articles, vidéos, photos, graphiques, etc.) qui apportent un éclairage différent et nouveau sur les thématiques traitées.

AVEC LES CITOYENS !

Les Groupes de travail Education permanente de la *Commission Justice et Paix*

Nos groupes de travail sont composés de membres volontaires et de permanents de *Justice et Paix*. Ensemble, nous confrontons l'objet de nos travaux aux expériences extérieures : réalités vécues, auditions, visites de terrain, organisation de rencontres. C'est de cet échange de savoirs que naissent nos analyses, nos études pluridisciplinaires et notre plaidoyer politique. Focus sur deux de nos groupes :

■ **La cellule Afrique centrale** : composée d'une vingtaine de bénévoles, elle organise des rencontres avec des acteurs associatifs, politiques ou académiques, belges ou d'Afrique centrale, pour débattre autour de thèmes liés à l'évolution de la situation en RD.Congo, au Burundi et au Rwanda. En 2013 ils ont abordé : « Conflits aux Kivu : clés de lecture et pistes d'action », « Une approche communautaire pour faire face aux blessures de la vie : un projet entre le Burundi, le Rwanda et le RD.Congo ».

■ **Le Café littéraire** : composé d'une dizaine de bénévoles amateurs de la lecture qui se réunit pour échanger autour de livres sur des thèmes "citoyens" et "droits de l'Homme". L'idée est de se confronter à la lecture de l'autre, de s'appuyer sur la subjectivité de chacun pour entrer dans le texte et mieux s'en imprégner. Jean-François Grégoire a animé ce groupe en 2013 sur deux thèmes : l'environnement et l'apocalypse, avec des ouvrages de David Vann, Jean-Christophe Ruffin, Jérôme Ferrari et d'Arto Paasilinna.



Ressources Naturelles

Nos partenaires et nos missions de terrain

Des partenaires du Sud essentiels au travail quotidien de *Justice et Paix*



En 2013, *Justice et Paix* a invité en Belgique 6 partenaires du Sud spécialisés sur la gestion des ressources naturelles dans les pays du Sud.

Ils ont participé à des rencontres publiques, se sont exprimés dans les médias et ont rencontré

des décideurs politiques belges et européens. Ils ont également pris part à des moments d'échanges lors d'événements organisés avec des étudiants de l'*ULB*, de l'*UCL* et de *Saint-Louis*.

Véritables porte-voix des populations subissant de plein fouet les impacts négatifs de l'extraction des ressources, ils ont offert un regard de terrain critique, montrant les limites

des politiques commerciales européennes tout en proposant des alternatives crédibles, réalistes et constructives.

Les liens permanents que *Justice et Paix* entretient avec ses partenaires du Sud permettent la construction commune de messages appelant à une citoyenneté active et à l'édification d'une véritable solidarité internationale. Leur apport est primordial, tant ces témoignages renforcent le travail de plaidoyer et de sensibilisation de *Justice et Paix*.



Les partenaires invités en 2013 étaient :

- Ariel Avila (*Corporación Nuevo Arco Iris*, Colombie)
- L'Évêque Monseigneur Pedro Barreto (Pérou),
- Ferdinand Muhigirwa (*Centre Pedro Aruppe*, Lubumbashi, RD.Congo)
- Henri Muhiya (*Commission Épiscopale Ressources Naturelles*, RD.Congo)
- Mirtha Vasquez (*Grufides*, Pérou)

Mission d'europarlementaires dans la région des Grands Lacs

Justice et Paix a co-organisé¹ une mission d'europarlementaires dans la région des Grands Lacs du 26 octobre au 2 novembre 2013 sur le thème des « minerais des conflits ». Catherine Bearder (groupe ALDE), Judith Sargentini (Groupe des Verts), ainsi que Piotr Kaczynski (Conseiller politique du groupe PPE) ont ainsi pu consulter une série d'acteurs locaux à Kigali, Goma, Bukavu et Bujumbura et visiter des sites miniers artisanaux (Nord et Sud-Kivu).

L'un des principaux défis de la mission était de veiller à assurer l'applicabilité sur le terrain d'une future initiative européenne visant à ce que les entreprises européennes ne s'alimentent plus en minerais issus de sites contrôlés



par des groupes armés illégaux. Pour *Justice et Paix* et ses partenaires, il s'agissait surtout de faire passer le message qu'un tel règlement ne serait efficace que s'il comportait une dimension contraignante pour les entreprises.

Pleinement informés de la complexité sur le terrain, l'ensemble des participants se sont exprimés le 12 novembre lors d'un événement public organisé au Parlement européen. En décembre, ils ont été invités par la Commission européenne afin d'exprimer leur avis sur un futur règlement européen. *Justice et Paix* a ainsi pu influencer directement auprès de la *Direction Générale du Commerce et du Service d'Action Extérieure* sur la formulation de la proposition.

1. Avec le Réseau Européen pour l'Afrique centrale (EurAC), le Réseau Belge Ressources Naturelles (RBRN) et l'ONG française CCFD-Terre Solidaire



Extraire à tout prix ?

En 2013, *Justice et Paix* a participé à l'édition d'un numéro spécial sur les industries minières de la publication *Alternatives Sud*, en collaboration avec le Centre Tricontinental (CETRI) et avec le Réseau Belge Ressources Naturelles.

L'originalité de cet ouvrage ? La large place laissée aux points de vue d'acteurs associatifs d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

Cette publication revient sur les conséquences du boom minier sur les pays du Sud de la planète. Présenté comme une opportunité

unique pour ces derniers, il est souvent vu comme une source de croissance, ce qui incite certains acteurs étatiques à placer l'exploitation minière au centre de leur politique de développement. Mais les conflits n'ont eu de cesse de se développer et de s'intensifier, avec comme principales pommes de discorde les questions de répartition des richesses produites, les dégâts socio-environnementaux et l'accès au territoire. Il s'agit donc d'un véritable système néo-colonial qui limite gravement la souveraineté de ces États, qui voient leurs richesses s'échapper sans qu'aucune valeur ajoutée sociétale ne soit enregistrée. Seule une bonne

gouvernance accompagnée d'une gestion responsable des ressources naturelles pourra réduire voire éliminer ces impacts négatifs...

Vous pouvez toujours commander cette publication auprès de *Justice et Paix* au prix préférentiel de 10 euros !

Un précédent ouvrage avait déjà été publié en 2010, fruit de cette collaboration active avec le CETRI. «*Pression sur les terres. Devenir des agricultures paysannes*» est également disponible auprès de *Justice et Paix*.

Mobiliser les citoyens sur les ressources naturelles

Justice et Paix a mis à profit la sortie de l'ouvrage «Extraire à tout prix» afin de mobiliser le grand public à la problématique de la gestion des ressources naturelles dans les pays du Sud.

Il est en effet essentiel de pouvoir sensibiliser les citoyens à cette thématique afin qu'ils agissent de manière informée lorsqu'ils posent des actes politiques ou de consommation au quotidien. Cet appui citoyen est essentiel à l'action de *Justice et Paix*, notamment en vue de faire prendre conscience aux décideurs politiques de la nécessité d'agir concrètement sur les scènes nationale et internationale.

Deux ciné-débats ont été organisés, en collaboration avec la *Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la*



FILM

"Zambie, à qui profite le cuivre ?",
Alfred Gellert et Alice Odiou, FR, 52'.

DEBAT avec :

- Ferdinand Muhigirwa, Centre Pedro Arrupe (Lubumbashi)
- Frédéric Thomas, Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve)
- Frédéric Triest, Commission Justice et Paix et Réseau Belge Ressources Naturelles (Bruxelles)

Prix de l'entrée : 3,50€/2,50€ (tarif préférentiel)

Cinéma Nova / Rue d'Arenberg 3 - 1000 BRUXELLES

Renseignements et inscription (obligatoire) : 02/738 08 01 ou info@justiceetpaix.be.



avec le soutien de
LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE DE BELGIQUE



Démocratie (CNAFD), Nature et Progrès et des membres du Réseau Belge Ressources Naturelles² (RBRN).

- Le samedi 6 juin au cinéma Nova, à Bruxelles, les spectateurs ont été invités à regarder le film « Zambie, à qui profite le cuivre ? », et ensuite à débattre sur les enjeux des industries minières en compagnie de Ferdinand Muhigirwa, du Centre Pedro Arrupe à Lubumbashi (RD. Congo).
- Le dimanche 8 septembre, c'est le documentaire « Avec le vent » relatant les conséquences de l'exploitation minière dans la province du Katanga (RD.Congo) qui a permis au public du Salon Valériane à Namur de s'immerger dans la problématique, avant de débattre avec les membres du RBRN et la Sénatrice Marie Arena, auteure d'une résolution parlementaire sur la nécessaire bonne gestion des ressources naturelles en RD. Congo.

2. Large coalition de plus de 15 ONG belges coordonnée par Justice et Paix.

En projet avec les *Commissions Justice et Paix régionales*

Les Commissions Justice et Paix régionales dans le Brabant Wallon, à Liège et Namur sont des groupes de bénévoles dont l'objectif est de sensibiliser leur diocèse à la défense des droits humains en Belgique et dans les pays du Sud. Leurs réunions mensuelles sont des moments d'échanges, d'analyse et de mise en œuvre de rédaction et de projets.

La *Commission Justice et Paix du Brabant Wallon* se focalise plus particulièrement sur la justice et la dignité de l'homme en RD.Congo. En 2013, le groupe a développé des contacts avec Entraide et Fraternité afin de s'intéresser à la problématique de la précarité des jeunes en Belgique. La *Commission du Brabant Wallon* a également collaboré avec le Groupe Épiphanie.

En 2013, la *Commission Justice et Paix de Liège* a poursuivi son travail de sensibilisation aux initiatives de lutte contre la précarité. Elle a notamment initié un travail d'écriture de textes relatant des initiatives porteuses de lutte contre la pauvreté. Le premier portait sur la « Maison des Berlurons », maison de quartier intergénérationnelle et interculturelle à Grâce Hollogne. Lors de ses réunions, ses échanges portent entre autres sur leur expérience



du terrain liégeois et sur les interventions de personnes invitées. L'un de ces invités était Florence Loriaux, professeure à l'ESAS et à l'ISCO, qui a présenté un exposé dont

le thème était « De l'assistance à l'assurance : émergence de la sécurité sociale ».

La *Commission de Liège* s'est tenue informée d'événements pouvant alimenter sa réflexion : « Caravelle des droits » de Vie Féminine, Salon du Volontariat, manifestation contre les centres fermés, et a continué à se tenir au courant des avancées concrètes de son projet d'affectation des biens d'Église non occupés au logement social.

La *Commission Justice et Paix régionale de Namur* a deux objectifs principaux : d'une part, être un lien entre le monde ecclésial et la société en général et, d'autre part, interpeller ces deux entités. En 2013, les analyses collectives et les débats de la Commission ont été organisés à partir de lectures, de l'expérience de terrain des participants et en réaction à des prises de position dans la presse. Quelques bases utilisées pour les réflexions : le livre « Les laissés-pour-compte de Namur. La face cachée de la capitale wallonne » de B. Moriamé, l'expérience du Relais Social Urbain namurois, l'action logement soutenue par la paroisse Saint Jean-Baptiste, ...

La *Commission de Namur* a produit un texte intitulé « Réagir face aux violences économiques et sociales » qui exprime sa vision du lien entre violences socio-économiques, précarité et logement, ainsi que des recommandations quant à ces problématiques.

« Sensibilisation 2013-2014 à la lutte contre la précarité » : un projet commun

Les *Commissions régionales* et la *Commission Justice et Paix nationale* se sont rencontrées en juin 2013 afin de confronter leurs analyses du modèle économique actuel et de la précarité sur les terrains régionaux. Les échanges ont été fructueux et ont été à la base d'un texte collectif intitulé « Lutter contre la précarité à Bruxelles et en Wallonie : assurer le droit au logement décent ». Ce texte met l'accent sur le droit au logement comme levier primordial pour lutter contre la précarité et propose des recommandations en faveur de ce droit. Il servira d'appui pour une interpellation citoyenne et politique en 2014.

Volet pédagogique

Quelques-unes des activités éducatives de *Justice et Paix* à la loupe...

« De la mine au gsm ». Une exposition composée de 5 panneaux a été réalisée pour sensibiliser aux enjeux de l'extraction minière en RD. Congo. Adaptée à tous les publics à partir de 16 ans, elle a été utilisée cette année dans les cadres tant scolaires (formations d'enseignants du réseau libre et dans le cadre du réseau Éco-Conseil), universitaires (cours d'éthique à la Haute école HELMO à Liège), que d'événements grand public (Salon Valériane 2013). Très visuelle et didactique, elle permet en effet de saisir aisément le lien entre nos téléphones portables et les conflits à l'Est de la RD. Congo.

La formation « Les ressources naturelles : une clé pour comprendre les conflits » reste l'un des points forts de notre programme éducatif. Se basant sur les cas congolais et péruviens, elle permet aux participants, principalement des enseignants du secondaire supérieur, d'approfondir leur connaissance des mécanismes qui lient l'exploitation des ressources naturelles et certains conflits contemporains et de disposer de clés de lecture pour comprendre l'actualité dans les régions concernées par ce type de conflits. De plus, pour répondre aux be-

soins spécifiques du public enseignant, un moment de réflexion et d'échange autour des programmes des cours de géographie, histoire, sciences humaines et sociales est toujours prévu. Nos outils pédagogiques développés en 2012 permettent aux participants de repartir avec des supports concrets et directement exploitables.

Nous avons, cette année, posé les bases d'un nouveau type de collaboration avec des facultés universitaires en intervenant au sein de certains modules de cours. Des étudiants du master en développement de l'UCL et d'autres de relations internationales de l'ULB ont ainsi, par exemple, suivi un cours sur les enjeux et dynamiques des acteurs dans l'exploitation des ressources minières. Ces expériences positives nous amèneront d'ailleurs à systématiser cette approche dans les prochaines années.

La formation d'étudiants universitaires aux thématiques de *CJP* a également pris d'autres formes...

Ainsi, lors d'une journée organisée par « Ingénieurs sans frontières » autour de la question de la gestion des déchets électroniques, nous avons incité les futurs ingénieurs de l'ULB à réfléchir à l'origine et aux conditions d'extraction des matériaux nécessaires à la

Rapport financier

DÉPENSES : 453 283,59 EUROS

En accord avec notre mission, nous travaillons pour construire un monde en paix, plus juste et moins violent. Nous nous concentrons sur la promotion des droits humains et de la justice, en tant que facteurs d'une paix et d'un développement durables. La prévention et la gestion des situations de conflit et d'après conflit se trouvent au cœur de notre travail. Et ce travail est possible grâce à nos multiples sources de revenus qui structurent celui-ci au quotidien en différents pôles.

En tant qu'asbl d'éducation permanente, nous sommes subsidiés par la Fédération Wallonie Bruxelles pour notre travail d'analyse et d'écriture, ainsi que pour notre travail d'animation et de formation.

En tant qu'ONG, nous travaillons avec un programme d'éducation au développement, avec le financement de la Direction Générale de Coopération au Développement, sur « La lutte contre l'impunité et les violences engendrées par l'exploitation des ressources naturelles dans un monde multipolaire ». Ces deux axes principaux structurent notre travail au quotidien et sont complétés par toute une série d'activités que *Justice et Paix* peut développer grâce au soutien privé, mais aussi en collaboration avec d'autres Institutions.

RECETTES 2013	
Ventes et prestations	1 620,78
Dons	9 891,70
Aides à l'emploi	35 780,26
Direction Générale de Coopération au Développement	127 773,35
Fédération Wallonie-Bruxelles	202 230,31
Subventions publiques-projets particuliers (Ville BXL, Egalité de Chances, WBI)	26 402,42
Fonds privés	35 935,00
Autres produits d'exploitation	19 239,75
TOTAL RECETTES	458 873,57

DÉPENSES 2013	
Activités en éducation	318 915,11
Infrastructures permanentes et administration	128 305,86
Autres charges	1 251,71
Dotations amortissements et provision évaluation DGD	4 810,91
TOTAL CHARGES	453 283,59

RECETTES : 458 873,57 EUROS

Comme vous avez pu le lire ci-avant, nos multiples activités, réalisées avec différents publics nous demandent d'avoir cette capacité de financement diversifiée.

Justice et Paix a travaillé proactivement en 2013 pour obtenir d'autres financements auprès d'Institutions belges et auprès d'acteurs privés qui soutiennent notre travail. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui produit ses fruits progressivement et qui demande de la constance et de la rigueur de la part de toute notre équipe.

Les dons

Un tout grand merci pour vos contributions ! Cette année à nouveau, nos nombreux donateurs et sympathisants ont répondu positivement à nos appels à la générosité. En 2013 nos appels aux dons ont été ciblés : pour notre projet de mission parlementaire que vous avez pu lire dans les pages précédentes ainsi que pour notre nouveau programme introduit auprès de la DGD «Promotion d’alternatives pour une prévention et une résolution des conflits dans le monde qui intègrent la gestion durable des ressources naturelles», et qui guidera notre travail en éducation au développement pendant les trois prochaines années.

Nous constatons avec enthousiasme que l’évolution positive de notre récolte de fonds continue depuis ces quatre dernières années. C’est dans cet esprit de croissance des dons que nous continuons toujours à travailler sur de nouvelles actions de récolte de fonds qui se répéteront pour les années à venir.

Nous insérons régulièrement des demandes de fonds dans notre publication trimestrielle mais nous essayons surtout de nous faire connaître. Cette année notre apparition sur les réseaux nous ouvre des portes de communication très importantes pour la récolte de fonds.

Des actions comme l’encart dans le Pour Parler de Paix deux fois par an nous permettent de faire un rappel à nos dona-



teurs. Pour les nouveaux donateurs, il est clair qu’avant de donner il faut «connaître».

Cette année nous avons participé pour la première fois au Salon du Testament à Bruxelles qui nous a permis de nous approcher d’un public nouveau. Nous avons pu récolter dans notre stand des témoignages sur la perspective des dons et des legs en duo.

Nous continuons toujours à travailler pour notre mission de Paix, et pour celle-ci tout don est le bienvenu. Des petits montants peuvent faire la différence. Chacun de nous peut contribuer au travail de *Justice et Paix*. C’est votre soutien qui nous permet de continuer à travailler.

En tant qu’institution agréée, une domiciliation de 3,5 euros par mois vous permet déjà d’obtenir une attestation fiscale (délivrée à partir de 40 euros versés par année).

Remercier, c'est rendre grâce

Un rapport d'activités comme celui-ci illustre, assez imparfaitement compte tenu de la contrainte de place, la richesse, la diversité et la pertinence des actions de la *Commission Justice et Paix*. Il présente en tout cas le mérite de mettre en lumière les actions les plus significatives, les plus emblématiques de l'année écoulée. Au final, il témoigne surtout de la justesse de nos approches et de l'importance des enjeux qu'elles soulèvent.

Tout cela serait bien évidemment impossible si nous ne pouvions compter sur une équipe performante, compétente, dynamique et engagée. *Justice et Paix* est en effet une mécanique complexe qui combine des métiers et des pratiques différentes. D'une part, l'éducation au développement et la sensibilisation aux enjeux Nord-Sud en général et en particulier à ceux qui, dans le champ de l'exploitation des ressources naturelles, peuvent conduire à des conflits ravageurs. D'autre part, l'éducation permanente et ses pratiques d'animation et d'accompagnement de groupes

en cheminement, qu'ils soient commissions diocésaines ou groupes de travail thématiques transrégionaux. À l'entour de ces démarches, on retrouve souvent des dynamiques de formation, de communication et aussi de plaidoyer politique, national et même européen. Cela implique pour chacune et chacun d'articuler court, moyen et long terme (répondre aux demandes impromptues et garder les objectifs en tête), mais aussi de rester connecté/e avec le travail de ses collègues, maîtres d'œuvre d'autres domaines de l'action de l'organisation. Cela peut sembler simple, évident quand on voit les résultats atteints. En tant que président bénévole qui ne passe qu'occasionnellement dans les bureaux, je sais que ce ne l'est pas et qu'une absence prolongée ou un recrutement malchanceux peut gripper la mécanique. Toutes et tous, avec leurs talents et leurs fonctions, jouent un rôle clé. Je veux ici, au nom du Conseil d'administration, leur dire toute notre estime et toute notre reconnaissance.

Arnaud Gorgemans
Président de la *Commission Justice et Paix*

Commission Justice et Paix
francophone de Belgique, asbl

Rue Maurice Liétart 31/6
B - 1150 Bruxelles
Belgique

Tél. 32 2 738 08 01 - Fax 32 2 738 08 00

E-mail : info@justicepaix.be

Site : www.justicepaix.be

Twitter : [@FischerSantiago](https://twitter.com/FischerSantiago)

F : facebook.com/justicepaix

